

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

M. Axworthy: Monsieur le président, bon nombre des questions du député de Winnipeg-Nord ont déjà été posées au début de la discussion. Je vais résumer brièvement les réponses que j'ai fournies à ce moment-là. D'abord, comme je l'ai dit, nous procédons actuellement à une étude majeure des besoins qui se feront jour dans le domaine de l'emploi au Canada au cours des dix prochaines années et des moyens d'y faire face. Pour ce faire, nous avons mis sur pied un comité parlementaire composé de députés de tous les partis de la Chambre. Nous avons aussi créé un groupe d'étude important au sein de notre ministère.

Comme je l'ai dit dans ma déclaration, j'espère être en mesure de présenter et de déposer à la Chambre un document valable d'ici la fin de l'année. Après quoi, nous pourrions avoir un grand débat sur les stratégies d'emploi à adopter. De nombreux changements ont lieu. Depuis dix ans, nous nous sommes fiés en matière de création d'emplois à des notions que je veux revoir. J'ai l'intention de les étudier d'un œil neuf. Le député serait le bienvenu au sein de ce comité parlementaire, s'il voulait nous aider à faire face aux changements qui se produisent.

Il a mentionné le problème de la dislocation de l'industrie automobile. Je puis dire au député que nous travaillons depuis déjà plusieurs semaines, de concert avec les Travailleurs unis de l'automobile, à l'élaboration de programmes d'aide et de soutien du revenu. Nos relations ont été très cordiales avec les TUA dans la recherche de solutions à ces problèmes communs. Mais c'est là un problème nouveau, qui n'avait jamais jusqu'ici touché les grands centres industriels. Nous en sommes conscients, et nous voulons y trouver une solution à laquelle syndicats et employeurs auront mis la main. C'est à cela que nous nous employons en ce moment.

Je puis donner au député l'assurance que nous étudions une nouvelle stratégie. Nous consulterons une foule d'organisations. S'il est le représentant de son caucus au sein de ce comité parlementaire, alors il aura pleinement l'occasion de parcourir le Canada et d'entendre les mémoires et instances de divers groupes. Il pourra faire appel à sa sagesse et à son expérience pour résoudre le problème. Voilà une chose que nous comptons faire. D'ici là, cependant, je le répète, nous devons absolument créer des emplois dans l'immédiat, de façon à offrir du travail aux Canadiens pendant que nous faisons toutes ces études. C'est pourquoi nous avons annoncé tous ces programmes, lundi dernier.

Ils ne constituent pas nécessairement l'ensemble de notre stratégie, mais ils indiquent dans quelle voie nous voulons nous orienter et quels stimulants nous offrons par exemple aux employeurs pour les inciter à employer des femmes à des travaux non traditionnels. Nous insistons aussi davantage sur la formation. Par exemple, nous affectons 10 millions de dollars de plus, soit une augmentation de 50 p. 100, aux programmes destinés aux autochtones. Cela donne une idée de l'orientation que nous voulons prendre.

Nous mettons à l'essai un programme de développement économique local. Il y aura 15, 18 voire 20 projets pilotes à divers endroits du Canada. Ils assureront des emplois à long

terme et du développement économique partout au Canada. Nous ne pouvions évidemment pas nous lancer dans un programme d'envergure avant d'entreprendre cette expérience. Mais nous avons prévu suffisamment de crédits pour assurer la mise en œuvre de programmes de développement économique local à long terme dans les collectivités canadiennes. S'il nous semble, lorsque nous en ferons l'évaluation globale, que ces programmes sont utiles, nous les élargirons considérablement.

Nous nous servons des programmes de création d'emplois que nous avons annoncés lundi comme d'un indicateur pour nous montrer dans quelle direction aller pour résoudre les problèmes actuels futurs dans le domaine de l'emploi. Tout est conçu de façon à nous fournir une solution qui, nous l'espérons, nous permettra de mettre au point des stratégies qui resteront efficaces pendant les huit ou dix prochaines années.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Le ministre a peut-être fait une erreur. Je crois qu'il a dit que son ministère avait accru de 50 p. 100 les fonds de développement économique des autochtones. Ai-je bien entendu? Est-ce bien ce qu'il a dit? Il désire peut-être se reprendre. En outre, avant d'aller plus loin, le ministre pourrait-il nous dire pourquoi ce qu'il vient de dire ne figurait pas dans sa déclaration de lundi?

Le président: Le député de Winnipeg-Nord a la parole. Le ministre pourra ensuite faire ses observations. Par ailleurs, il me semble que le député a fait une simple remarque et n'a pas invoqué le Règlement.

M. Hawkes: J'ai pensé que le ministre voudrait rectifier ce qu'il a dit au sujet des autochtones.

M. Orlikow: On a dit que le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions. Après avoir entendu le ministre, je crois pouvoir dire que le chemin de l'enfer est aussi pavé des études passées. Le Canada est enseveli sous les études fédérales, provinciales et municipales. Je me réjouis de siéger à ce nouveau comité parlementaire ou groupe du travail—peu importe comment on l'appellera—mais je ne crois pas qu'il en sortira des idées nouvelles. Je concède au ministre que peu de gens ont prédit l'ampleur de la récession que nous traversons, mais il y a belle lurette que nous connaissons certains des principaux problèmes qu'éprouve notre pays. Ces problèmes n'ont pas surgi depuis que le ministre occupe son poste, mais pendant que ses collègues et son parti étaient au pouvoir.

J'énumère très rapidement quelques-uns de ces problèmes. Je sais que nous aurons tout le temps d'en discuter à d'autres occasions. Il est maintenant évident, comme bien des gens le signalent depuis des années, que notre stratégie industrielle globale, ou l'absence de stratégie, a fait que nos principales entreprises industrielles qui sont des filiales de multinationales n'ont pas cherché à être assez efficaces pour conquérir une partie du marché non seulement au Canada mais dans le monde. Résultat: elles sont maintenant éliminées, exclues non seulement des marchés internationaux mais du marché ici même au Canada. Le gouvernement libéral n'a rien fait dans le passé pour remédier à la situation.